

MALI

Une présidentielle à hauts risques pour le Sahel

Les Maliens votaient dimanche pour un scrutin présidentiel qui s'annonce crucial pour l'accord de paix de 2015.

Les Maliens votent dimanche pour un scrutin présidentiel censé relancer l'accord de paix de 2015 dans le pays, dont l'instabilité a gagné plusieurs États voisins du Sahel, malgré cinq ans d'interventions militaires internationales contre les djihadistes.

En dépit de la mobilisation de plus de 30 000 membres des forces de sécurité, nationales et étrangères, selon le ministère de la Sécurité intérieure, des incidents ont été signalés dans le nord et le centre du pays, tandis que l'affluence semblait encore timide dans la matinée à Bamako.

Les quelque 23 000 bureaux de vote ont été ouverts à 8 heures, les premiers résultats étant attendus dans les 48 heures, les résultats officiels provisoires le 3 août au plus tard, avant un éventuel second tour le 12 août.

Face au président, 23 concurrents

Quelque huit millions d'habitants de ce vaste pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, comptant une vingtaine d'ethnies, doivent décider de reconduire le président Ibrahim Boubacar Keïta, 73 ans, ou élire un de ses 23 concurrents, dont le chef de l'opposition, Soumaïla Cissé, et une seule femme, Djeneba N'Diaye.

La communauté internationale, présente militairement avec la force française Barkhane, qui a pris le relais de l'opération Serval lancée en 2013 contre les jihadistes, et avec les Casques bleus de l'ONU, attend du vainqueur une relance de l'accord de paix signé en 2015 par le camp gouvernemental et l'ex-rébellion à dominante touareg, dont l'application accumule les retards.

Malgré cet accord, les violences jihadistes ont non seulement persisté, mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du pays, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires.

Si la présence renforcée des forces de sécurité a été constatée, le scrutin a été néanmoins perturbé dans une série de localités.

Dans la commune rurale de Lafia, le vote ne pouvait se tenir, les urnes ayant été incendiées, selon

les autorités locales.

« Dans la nuit de samedi à dimanche, des hommes armés sont arrivés devant la mairie où il y avait les urnes et le matériel électoral, auquel ils ont mis le feu après avoir tiré en l'air » a indiqué à l'AFP un élu local, précisant qu'il s'agissait de djihadistes.

Le taux de participation est traditionnellement bas, sensiblement inférieur à 50 %, au premier tour

de l'élection présidentielle dans ce pays connu pour son rayonnement culturel, mais où moins d'un tiers des plus de 15 ans sont alphabétisés.

Après l'élection de 2013 qui a permis de « rétablir l'ordre constitutionnel », les Maliens doivent maintenant prouver que « le processus démocratique est irréversible », a affirmé le chef de la mission de l'ONU au Mali (Minusma), Mahamat Saleh Annadif. ■